

*Je suis talibé, j'ai droit à une
éducation de qualité*

**RAPPORT FINAL DU 1^{er} FORUM
SOUS-REGIONAL SUR L'INCLUSION
DES FOYERS CORANIQUES.**

THEME :
**L'INCLUSION DES FOYERS CORANIQUES
AU BURKINA FASO.**

Etat des lieux et perspectives

OUAGADOUGOU, LE 29 AVRIL 2021



**UNION EUROPEENNE
PARTENAIRE FINANCIER DE CE PROJET**

Le contenu et les opinions exprimés dans ce document engagent la responsabilité des intervenants et ne peut en aucun cas refléter la position de l'Union Européenne.

*Je suis talibé, j'ai droit à une
éducation de qualité*

**RAPPORT FINAL DU 1^{er} FORUM
SOUS-REGIONAL SUR L'INCLUSION
DES FOYERS CORANIQUES.**

THEME :
**L'INCLUSION DES FOYERS CORANIQUES
AU BURKINA FASO.**

Etat des lieux et perspectives

OUAGADOUGOU, LE 29 AVRIL 2021



**UNION EUROPEENNE
PARTENAIRE FINANCIER DE CE PROJET**

Le contenu et les opinions exprimés dans ce document engagent la responsabilité des intervenants et ne peut en aucun cas refléter la position de l'Union Européenne.



Président du
présidium des
FAID



Représentante du
MEDAFIA



◆ Sous la Présidence du Pr





Ambassadeur de l'Union Européenne au Bénin
Barthina Fata



Investrice pays de BIARONA



ucation

de la Promotion des Langues nationales

aso (FAIB)

VES

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et Abréviations.....	7
Introduction.....	8
I. Ouverture du Forum.....	10
II. Déroulement des travaux.....	14
II.1. Projection du film documentaire sur la problématique des foyers coraniques au Burkina Faso.....	14
II.2. Panel inaugural : « l’inclusion des foyers coraniques au Burkina Faso ».....	15
Communication 1 : « Les foyers coraniques au Burkina Faso, d’hier à aujourd’hui : état des lieux » par El Hadj Nouhoun BAKAYOGO, Iman au CERFI.....	15
Communication 2 : « La problématique de l’intégration des foyers coraniques au Burkina Faso : Défis majeurs » par Hadja Hawa GUIRA/BISSIRI, Coordonnatrice de l’Association IQRA.....	16
Communication 3 : « Inclusion socio-économique et administrative des foyers coraniques : Rôles et responsabilités des acteurs » par M. Tiambè DIOMA, Directeur de la recherche en éducation non formelle/MENAPLN.....	17
II.3. Panel 2 : « Partage d’expérience sur la gouvernance des foyers coraniques en Afrique de l’Ouest ».....	18
Communication 1 (Burkina Faso) : « La modernisation des écoles coraniques et la vision du MENAPLN » par M. Hatimi DEME du PREFA.....	18
Communication 2 (Mali) : « Synthèse de la situation des foyers coraniques au Mali », par M. Mohamed DEME.....	19
Communication 3 (Cote d’Ivoire) : « Partage d’expérience sur la gouvernance des foyers coranique », par M. Idrissa KOUYATE, inspecteur général de l’éducation nationale au ministère ivoirien de l’éducation nationale.....	20
Communication 4 : « L’expériences sénégalaise de lutte contre la mendicité des enfants » par Mamadou N’DIAYE, Plateforme pour la protection et la promotion des droits humains du Sénégal.....	21
Communication 5 : « Partage d’expérience sur la gouvernance des foyers coranique », par Mahamoudou ELHADJI AMADOU, Observatoire des partenaires de l’école nigérienne (OPEN).....	22
III. Résultats des travaux.....	23
Recommandations.....	23
Synthèse et clôture du Forum.....	24
Retour en images du 1 ^{er} forum sous régional sur l’inclusion des foyers coraniques.....	29

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- **AEFC** : Alternative Éducative des Foyers Coraniques
- **ATTOUS-YENNENGA** : Association Tout pour Tous-YENNENGA
- **CCEB-BF** : Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Éducation de Base au Burkina Faso
- **CERFI** : Cercle d'Études de Recherches et de Formation Islamiques
- **DGENF** : Direction Générale de l'Éducation non Formelle
- **DGREIP** : Direction Générale de la Recherche en Éducation et de l'Innovation Pédagogique
- **EFA** : École Franco-arabe
- **FC** : Foyer Coranique
- **FAIB** : Fédération des Associations Islamiques du Burkina Faso
- **MENAPLN** : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion des Langues Nationales
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **PREFA** : Projet d'Appui à l'Enseignement Franco-Arabe
- **PTF** : Partenaire Technique et Financier

INTRODUCTION



Madame Nadine KONE,
Directrice Pays de Diakonia

Diakonia est une ONG Suédoise de développement qui travaille avec les partenaires au niveau local pour obtenir des changements structurels au profit des populations défavorisées. La vision de Diakonia est que « Chaque être humain puisse vivre une existence digne dans un monde juste et durable ». Pour ce faire, sa mission est de contribuer à changer les structures politiques, économiques et sociales injustes qui engendrent la pauvreté, l'oppression et la violence. Elle fonde sa stratégie d'intervention sur l'approche basée sur les droits et la stratégie du changement qui correspondent à sa vision de la manière dont la participation des citoyens, la non-discrimination, la transparence, et l'imputabilité doivent être prises en compte dans les politiques et stratégies de développement. Pour réussir sa stratégie d'intervention, Diakonia a développé des programmes autour des axes que sont les droits humains, la démocratie, l'équité-genre, la justice économique et sociale, la résilience et la préparation face aux situations d'urgence ou de catastrophes naturelles ainsi que la prévention des conflits.

Depuis l'année 2018, l'ONG Diakonia met en œuvre le projet d'amélioration de l'inclusion sociale des apprenants des foyers coraniques en abrégé « dialogue et changement social ». Financé par le Fond fiduciaire d'urgence pour le Sahel de l'Union européenne (UE), ce projet est une action qui vise la protection des jeunes et la prévention des conflits dans les zones à risque du Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue au sein des communautés. De manière spécifique, le projet est une contribution à l'améliora-

tion des conditions de vie et d'apprentissage dans les foyers coraniques au Burkina Faso. Il est mis en œuvre dans quatre régions (Nord, Sahel, Hauts bassins et Boucle du Mouhoun) du Burkina Faso avec la collaboration directe de quatre (4) partenaires nationaux que sont l'ATTOUS, le CCEB-BF, l'Association IQRA et le CERFI.

L'offre éducative des foyers coraniques, fortement ancrée dans les traditions ouest-africaines a pour objectif la formation du musulman aux valeurs de l'Islam et la mémorisation du coran. Elle laisse des enfants hors du système éducatif classique et ne leur garantit pas toujours un avenir professionnel. Le constat qui se dégage est que les apprenants des foyers coraniques, communément appelés enfants talibés, sont vulnérables et étudient dans des conditions souvent précaires. Ils seraient au moins deux cent mille au Burkina Faso et des millions dans le sahel, sans accès à l'apprentissage de base, aux services sociaux de base et pouvant être sujets à divers abus. Pour combattre leur exclusion, de plus en plus d'actions sont mises en œuvre afin de rendre effective l'intégration de ces talibés dans les systèmes formels.

C'est dans le but de jeter les bases d'une réflexion diagnostique, approfondie et holistique sur la problématique générale des enfants exclus des systèmes formels et singulièrement les talibés, que l'ONG Diakonia et ses partenaires ont organisé le 1er Forum sous-régional sur l'inclusion des foyers coraniques. Il a eu lieu le jeudi 29 avril à l'Hôtel Sopatel Silmandé de Ouagadougou sous le thème : « L'inclusion des

foyers coraniques au Burkina Faso : États des lieux et perspectives » et a regroupé une centaine de participant (e)s venus du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Ce forum a été organisé pour faciliter des partages d'expériences entre acteurs autour de la gouvernance des foyers coraniques et définir des pistes d'actions pour renforcer le plaidoyer en faveur d'une prise en charge effective -intégration- des foyers coraniques dans les politiques de développement au Burkina Faso et partant en Afrique de l'Ouest.

En rappel, les objectifs spécifiques du forum étaient de:

- réunir l'ensemble des parties prenantes nationales et sous régionales autour du thème du forum afin d'engager un débat national sur la nécessité de l'inclusion des talibés et des foyers coraniques ;
- formuler des recommandations pertinentes à l'endroit des parties prenantes (Gouvernement, Partenaires Techniques et Financiers-PTF-, Société civile) relativement au thème du forum ;
- susciter une collaboration et un réseautage entre acteurs au niveau sous régional (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Niger et Côte d'Ivoire).

Le présent rapport fait une synthèse des discussions et des recommandations issues de ce forum. Il est articulé autour des points suivants :

- a. cérémonie d'ouverture
- b. déroulement des travaux
- c. résultats du forum

I. OUVERTURE DU FORUM

Quatre allocutions ont marqué l'ouverture du Forum :

- **Madame Nadine KONE**, Directrice Pays de Diakonia, dans son propos inaugural a souhaité la bienvenue à tous les participants et a présenté son Organisation ainsi que le projet portant sur l'amélioration de l'inclusion sociale des apprenants des foyers coraniques. Elle a remercié les structures ayant

contribué à la mise en œuvre du Forum, notamment le **MENAPNL**, l'Union européenne, la **FAIB**, ses partenaires nationaux que sont l'**ATTOUS**, le **CCEB-BF**, l'Association **IQRA** et le **CERFI** ainsi que toutes les délégations ouest africaines présentes pour leur engagement en faveur de la petite enfance. Par la suite, Madame Directrice Pays a invité les participants à prendre activement part aux discussions afin que, sans faux fuyants ni tabous, chacun gagne en connaissance et partage son expérience pour impacter la cause.



Madame Nadine KONE,
Directrice Pays de Diakonia

• **Monsieur Wolfram VETTER**,
 Chef de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso et invité spécial, s'est félicité de la tenue du Forum tout en relevant son actualité et sa pertinence dans le contexte sécuritaire actuel du Burkina. Il a souligné l'attention que l'Union européenne porte à la cause des talibés et des projets en cours depuis 2018 pour réduire leur vulnérabilité et favoriser leur intégration. Sur ce point, il fait le triple constat que l'apprentissage des jeunes talibés s'effectue souvent dans des conditions matérielles très précaires, à cela s'ajoute le fait que les contenus d'enseignement ne s'inscrivent pas dans une offre éducative large

permettant une insertion professionnelle et enfin que ces enfants peuvent parfois faire l'objet d'abus dans certains foyers. Aussi, a-t-il déploré le fait que bon nombre d'entre eux ne bénéficient pas de documents d'état civil pouvant leur donner une identité et un accès aux services sociaux de base. Il a conclu en souhaitant que le Forum puisse identifier des pistes de solution dans deux sens, à savoir une plus grande inclusion des talibés dans le système éducatif et professionnel de droit commun ainsi qu'une meilleure coordination des structures institutionnelles pour un meilleur encadrement et respect des droits des enfants talibés.



Monsieur Wolfram VETTER,
Chef de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso

• **El Hadj Oumarou ZOUNGRANA**,
Président du présidium de la Fédération des Associations Islamiques du Burkina Faso (**FAIB**) et parrain du Forum, a rappelé que l'enseignement de l'islam au Burkina Faso s'est fait à travers plusieurs canaux et cadres parmi lesquels figurent en bonne place les foyers coraniques, jadis réputés comme centres d'excellence de formation sur l'Islam mais aussi sur les valeurs cardinales de la société. Il a précisé, toutefois, que malgré les avantages apportés par l'enseignement coranique au Burkina Faso, l'état des foyers n'a guère évolué. Avec l'exode et les exigences de la vie citadine il y a eu des difficultés dans la prise

en charge des talibés, poussant les enfants à recourir à la mendicité dans les rues ouvrant la voie à une dépravation des mœurs pour certains d'entre eux. Face à ce constat alarmant, Il y a donc une nécessité de réorganiser et de moderniser les foyers coraniques avec l'accompagnement et la contribution de tous les acteurs. Il a terminé en soulignant que la **FAIB** salue à sa juste valeur les différentes initiatives visant l'inclusion sociale des talibés et prend l'engagement d'œuvrer davantage à l'amélioration des foyers coraniques tout en invitant les maîtres coraniques à privilégier le dialogue dans le sens d'une éducation efficace des enfants.



El Hadj Oumarou ZOUNGRANA,
Président du présidium de la Fédération des Associations Islamiques du Burkina Faso (FAIB)

• **Madame Yvette DEMBELÉ,**

Conseillère technique représentant monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Promotion des Langues Nationales, assurant la présidence du Forum, a fait remarquer que l'accès de tous les enfants à une éducation de base de qualité figure au rang des priorités des autorités nationales Burkinabè. Elle a mentionné le fait que le nouveau plan sectoriel de l'éducation vise entre autres à assurer un développement harmonieux, équitable et inclusif de la petite enfance où figurent les talibés qui suivent une forme d'éducation qu'il est impérieux d'accompagner. Ain-

si, le Forum offre l'opportunité de contribuer à un changement et permettre que des enfants jadis, laissés de côté, soient désormais pris en compte dans les politiques de développement.

Elle a formulé le vœu que ce forum de Ouagadougou, dont l'approche partenariale est à saluer, soit une étape importante du combat contre l'exclusion, l'injustice contre les enfants talibés, leurs parents et tous les enfants exclus du système éducatif ; la conviction personnelle du Ministre étant que la place d'un enfant est impérieusement à l'école.



Madame Yvette DEMBELÉ,

Conseillère technique représentant monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Promotion des Langues Nationales,

II. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux à proprement parler ont démarré par la projection en avant-première d'un film documentaire suivi du panel inaugural portant sur « l'inclusion des foyers coraniques au Burkina Faso » animé par trois communicateurs sous la modération de **M. Hatimi DEME**, suivis de débats. A la suite, a pris place le second panel, sous la modération de **M. Saidou OUEDRAOGO**, sur le thème « retour et

II.1. Projection du film documentaire sur la problématique des foyers coraniques au Burkina Faso.

Les travaux du forum ont été véritablement débüté avec la projection d'un film documentaire réalisé dans le cadre du projet « dialogue et changement social » portant sur la problématique des foyers coraniques au Burkina Faso. A travers ce film qui a donné la parole aux principaux acteurs : enfant talibé, maître coranique, cadres du **MENAPLN**, **FAIB**, **CERFI**, parent d'enfants talibés, les participants ont



Une vue des participants

partages d'expériences sur la gouvernance des foyers coraniques dans la sous-région », avec cinq communications sur les expériences du Burkina Faso, du Mali, de la Cote d'Ivoire, du Sénégal et du Niger. Il s'en est suivi des échanges qui ont débouché sur des propositions pour la création d'une plateforme sous-régionale pour agir en synergie à partir de ce Forum et des recommandations pour une meilleure intégration des foyers coraniques.

pu découvrir le quotidien pas toujours facile de Zakaria Nourou, enfant talibé de 13 ans et de plusieurs autres enfants talibés comme lui au Burkina Faso. Le film a laissé entrevoir qu'aucune disposition n'encadre le fonctionnement des foyers coraniques au Burkina Faso. Les écoles coraniques ne sont pas non plus reconnues comme étant des cadres d'apprentissage d'où le manque total d'encadrement et d'accompagnement de ces foyers de la part de l'Etat burkinabè.

II.2. Panel inaugural : « l'inclusion des foyers coraniques au Burkina Faso »

Communication 1 : « Les foyers coraniques au Burkina Faso, d'hier à aujourd'hui : état des lieux »
par El Hadj Nouhoun BAKAYOGO, Imam au CERFI



À travers un rappel historique sur les foyers coraniques à l'origine, le panéliste a fait remarquer que les écoles coraniques sont nées avec l'introduction de l'Islam dans nos pays entre les IX^e et XI^e siècle. Appréhendé comme le premier cadre de formation des musulmans, il s'agissait d'un apprentissage autour d'un marabout qui dispensait une éducation morale et religieuse. Mais avec la colonisation, ces écoles ont connu une marginalisation et même des persécutions. Avec le temps, les caractéristiques majeures des écoles coraniques n'ont pas fondamentalement changé cependant la situation sociale des talibés s'est négativement dégradé. En effet, l'on peut notamment faire le constat d'une précarité de leurs conditions de vie et d'apprentissage illustrée par la mendicité, leur

exclusion du système scolaire conventionnel et des systèmes socioprofessionnels et socioéconomiques voire des politiques de développement.

Prenant les chiffres d'une étude réalisée en 2013 par le CERFI qui fait une estimation de 7 502 foyers au Burkina, avec 139 345 élèves dont 32 052 filles (23,01%) et 107 293 garçons (76,99%), le communicateur a conclu que l'école coranique d'hier répondait aux besoins des populations de cette époque mais se trouve en déphasage avec les réalités d'aujourd'hui. Il est donc temps de penser à rendre justice à ces nombreux enfants talibés et d'explorer davantage les possibilités pour inclure ces Foyers coraniques dans les systèmes éducatifs nationaux.

Communication 2 :

« La problématique de l'intégration des foyers coraniques au Burkina Faso : Défis majeurs »

par **Hadja Hawa GUIRA/BISSIRI**, Coordonnatrice de l'Association **IQRA**



En évoquant le contexte dans son entame, madame **GUIRA** a d'emblée souligné le climat social très précaire caractérisé par l'émergence de l'extrémisme violent, l'explosion du nombre de foyers coraniques ces deux dernières décennies et la diversification de l'offre éducative prônée par le **MENAPLN**. Elle a tenu à préciser que tout l'enjeu de la problématique discutée lors de ce forum réside dans ce que l'on met dans le terme « intégration des foyers coraniques ». Pour elle, l'intégration des foyers coraniques c'est leur reconnaissance officielle comme faisant partie du système éducatif formel ; cette intégration n'entraîne ni leur disparition ni la perte de leur mission originelle qui est la transmission du savoir tiré du Saint Coran. En effet, si sur le terrain les perceptions diffèrent, car si pour certains l'intégration est une complémentarité, pour d'autres par contre c'est une tentative de modernisation de l'enseignement islamique voire même un dévoiement. Il est donc

important de faire converger les perceptions afin de dégager un statut clair des foyers coraniques. Pour ce faire, les différents acteurs que sont la société civile, l'État à travers le **MENAPLN**, la **FAIB**, les maîtres coraniques, doivent donc travailler à capitaliser les initiatives déjà entreprises en vue de dégager une approche d'intégration consensuelle. Des perspectives dans ce sens pourraient être de faire évoluer toutes les écoles coraniques vers les medersas, transformer les foyers coraniques en des centres préparatoires à l'entrée dans les écoles franco arabes (**EFA**) ou laisser les foyers coraniques dans leur forme actuelle en y ajoutant de l'alphabétisation et la formation aux métiers tout en responsabilisant les parents des enfants et l'accompagnement technique et financier de l'Etat.

La communicatrice a, par ailleurs, fait une présentation de l'initiative « Alternative Éducative des Foyers Coraniques (**AEFC**) » promue par l'associa-

tion **IQRA** qui apporte un contenu pédagogique nouveau sans remettre en cause les enseignements déjà dispensés dans les foyers coraniques.

En guise de conclusion, elle a mentionné trois grands défis à relever : 1. définir un statut clair en faisant converger les représentations, 2. amener la communauté à s'approprier de la question afin de parvenir à un interlocuteur unique comme c'est le cas des écoles franco-arabes, 3. Déterminer, à travers un large consensus des acteurs, l'approche d'intégration la mieux adaptée sur la base des expériences déjà menées.

Communication 3 :

« Inclusion socio-économique et administrative des foyers coraniques : Rôles et responsabilités des acteurs » par **M. Tiambè DIOMA**, Directeur de la recherche en éducation non formelle/**MENAPLN**

coraniques dans ce dispositif, il a relevé que les écoles coraniques sont prises en compte dans la catégorie de l'éducation informelle qui est celle acquise de façon fortuite et diffuse, à travers notamment la cellule familiale, les communautés traditionnelles et religieuses, les groupes sociaux etc. Toutefois, l'État burkinabè depuis quelques années cherche les moyens et entreprend des initiatives pour la prise en compte des foyers coraniques. Pour ce faire, les écoles coraniques sont de plus en plus rattachées à l'éducation non formelle et c'est dans ce sens que la **DGENF** a procédé au recensement des foyers coraniques dans les différentes régions et qu'un forum a été tenu en 2013 dont les recommandations sont restées sans suite. Du reste, la **DGREIP** et plusieurs autres organisations dont l'association **IQRA** collaborent sur une initiative de construction de curricula dans les foyers dont le programme d'alphabétisation des foyers a été reconfiguré en se basant sur les réfé-



Les éléments essentiels du système éducatif burkinabè ainsi que ses textes d'application ont été abordé par **M. DIOMA**. Il a débuté sa communication par une présentation de la Loi d'orientation de l'éducation qui organise le système en : éducation formelle, éducation non formelle, éducation informelle et éducation spécialisée. S'agissant de la place des foyers

rentiels nationaux.

Évoquant le rôle et la responsabilité des acteurs, le communicateur a regretté le fait que les diverses activités menées au profit des talibés interviennent souvent de façon isolée d'où la nécessité pour les acteurs d'engager des concertations en vue de définir clairement les rôles et responsabilités des uns et des autres.

Au-delà, il a préconisé une grande réflexion sur les foyers coraniques afin de mieux les encrer dans la société et favoriser leur insertion socioprofessionnelle. En définitive, il a estimé qu'il importe pour le Burkina Faso de prendre en compte ces écoles et de travailler à faire en sorte que ces enfants bénéficient d'une éducation de qualité. Pour le communicateur, la tutelle des foyers coraniques doit revenir au ministère en charge de l'éducation de base avec une implication de ministère comme ceux en charge de la formation professionnelle, de l'action sociale etc. À la fin des communications du premier panel, il y a eu d'enrichissants débats entre les participants et les intervenants. Quelques points concernent notamment :

- le respect de l'identité originelle des écoles coraniques dans les projets de modernisation ;
- l'acceptation sociale des foyers coraniques surtout au niveau de l'administration ;
- l'absence de l'UNICEF au Forum, pourtant

acteur important sur le terrain;

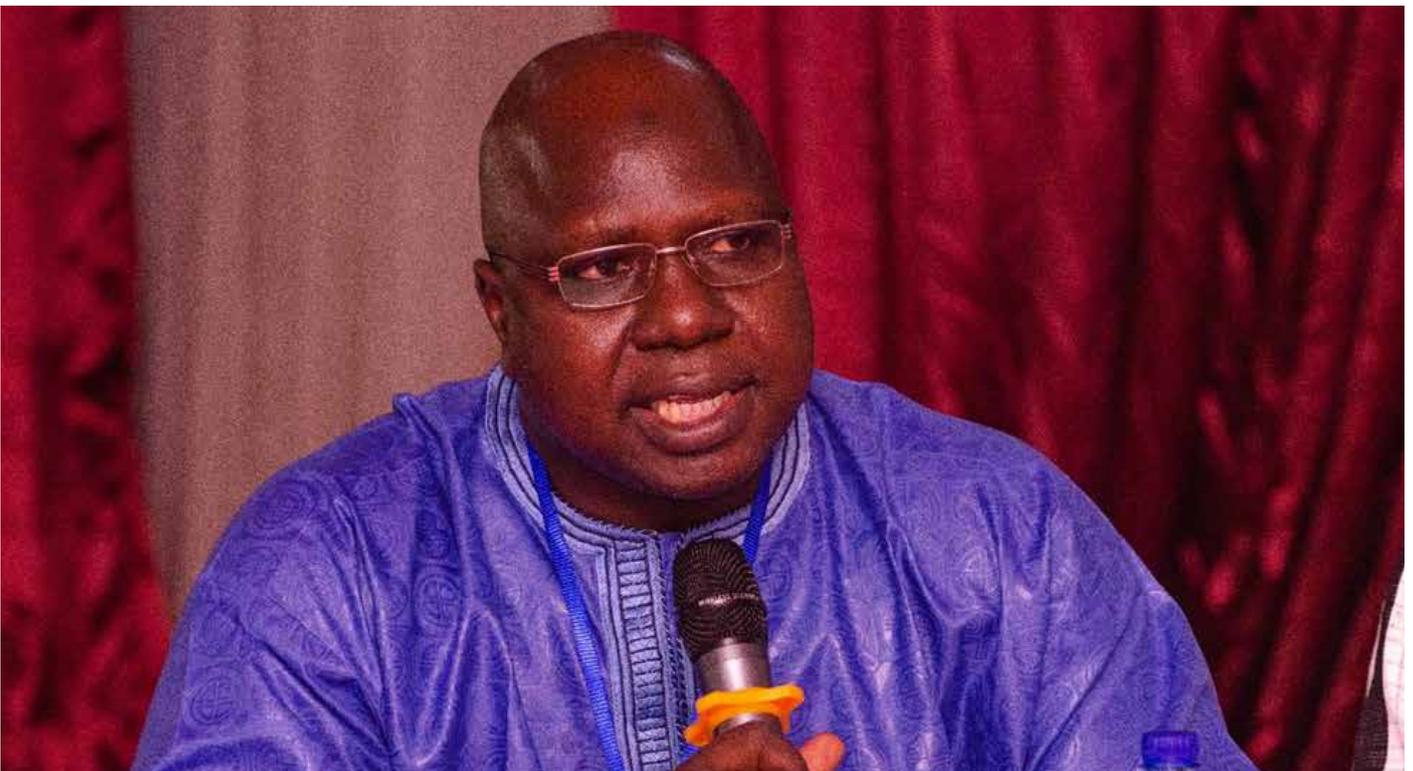
- la place de l'inclusion linguistique telle que l'utilisation de l'ajami par l'IQRA pour la transcription des langues nationales ;
- la différence entre medersa, foyer coranique et autres structures islamiques d'éducation;
- la question de la mendicité ;
- les moyens de prise en compte des foyers coraniques par les cantines scolaires ;
- le besoin d'une communication directe avec les maîtres coraniques sans passer par des structures intermédiaires ;
- les réticences de certains maîtres coraniques à envisager la modernisation des foyers coraniques;
- l'ancrage institutionnel des foyers coraniques.

II.3. Panel 2 :

« Partage d'expérience sur la gouvernance des foyers coraniques en Afrique de l'Ouest ».

Communication 1 (Burkina Faso) :

« La modernisation des écoles coraniques et la vision du MENAPLN » par **M. Hatimi DEME du PREFA**



Dans son intervention, **M. Hatimi DEME** a préalablement abordé les différentes phases de la transformation de l'école coranique au Burkina Faso. Il ressort que les foyers coraniques ont d'abord connu une évolution pour donner naissance aux premières formes de medersa qui à leur tour ont évolué pour engendrer les écoles franco-arabes. On distingue donc typologiquement les foyers coraniques traditionnels, les madjlis et les écoles coraniques modernes. En dépit de la complexité du domaine, il y a eu des efforts pour moderniser les foyers coraniques mais l'absence de statut précis de ces foyers handicap la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes.

Il a ensuite décliné la vision du **MENAPLN** axée sur deux volets, à savoir créer des passerelles vers l'ensei-

gnement conventionnel mais également l'introduction de la formation professionnelle afin de favoriser l'accès à un métier. Pour terminer, le communicateur a tenu à faire des recommandations qui portent sur l'ancrage institutionnel des foyers coraniques, la révision du référentiel des curricula, l'utilisation de statistiques fiables des foyers coraniques, l'uniformisation des interventions de la société civile, le développement de la stratégie de faire faire et la création d'un cadre permanent du dialogue entre les acteurs des écoles coraniques. En guise de conclusion, il a estimé que la modernisation des foyers coraniques constitue un défi pour le système éducatif et les associations islamiques doivent accompagner le **ME-NAPLN** à les aider dans cette entreprise.

Communication 2 (Mali) :

« Synthèse de la situation des foyers coraniques au Mali », par **M. Mohamed DEME**, gestionnaire à OPEN Mali



• **M. DEME** a introduit son exposé par un rappel de l'apparition et de la propagation des foyers coraniques ou « daara » au Mali qui, dans ses grandes lignes, présente des similarités avec le modèle burkinabè. En termes de problématiques, il a évoqué les difficultés à avoir un recensement fiable des foyers coraniques, dans la mesure où elles n'ont pas forcément de structure physique. Il arrive qu'elles soient itinérantes et/ou hébergées dans la maison du maître coranique. Il a ensuite fait cas des dures conditions de vie des enfants talibés, pour la plupart issus de milieux défavorisés et confiés à des maîtres coraniques qui n'arrivent pas à assurer seuls les charges, contraignant les enfants à la mendicité. Le phénomène s'explique souvent par le recours à l'école coranique comme alternative à l'école publique, dont l'offre scolaire est absente en milieu rural isolé et dans les zones de crise. Au Mali, l'offre éducative coranique traditionnelle

étant fortement demandée, l'enjeu est d'adapter les programmes des écoles coraniques pour qu'elles apportent d'autres connaissances aux enfants et qu'ils soient en mesure d'intégrer le système formel via des passerelles. Cette problématique a été mise à l'ordre du jour avec le forum de 2008 de Bamako sur l'insertion des écoles coraniques dans l'éducation nationale. Cependant, malgré les efforts et une volonté politique affichée, les résultats tardent à se faire voir sur le terrain. C'est pourquoi le communicateur a terminé en faisant le plaidoyer que les enfants talibés puissent rapidement bénéficier des services sociaux de base, qu'ils puissent avoir des actes d'état civil, qu'une communication soit faite en faveur de leur prise en compte, qu'il soit mis en place des systèmes de collecte de données quantitatives et qualitatives, et enfin que soit accéléré le processus d'intégration des écoles coraniques traditionnelles non formelles.

Communication 3 (Cote d'Ivoire) :

« Partage d'expérience sur la gouvernance des foyers coranique »,

par **M. Idrissa KOUYATE**, inspecteur général de l'éducation nationale au ministère ivoirien de l'éducation nationale



• **M. KOUYATE** a introduit son propos avec les types de structures islamiques d'éducation (SIE) que connaît son pays. Il s'agit des écoles coraniques, des madrassa, des écoles franco-arabes et des écoles confessionnelles islamiques. En Côte d'Ivoire, on dénombre 3415 structures islamiques d'éducation regroupant 481 667 enfants dont 46% de filles. 384 écoles coraniques dénombrées avec 19 032 enfants dont 37% de filles. Elles représentent 11% des SIE. Les constats faits sont que a. les maîtres coraniques ivoiriens autorisent les enfants à fréquenter les écoles formelles les jours ouvrables ; b. les difficultés proviennent souvent des maîtres coraniques non ivoiriens ; c. des abus sont souvent notés : exploitation des enfants, châtiments corporels. Il a souligné que son pays a une nouvelle politique d'intégration pour assurer l'accès à l'éducation for-

melle à tous les enfants. A ce titre, un processus d'accompagnement des écoles coraniques est mis en place. Il consiste à :

- faire une évaluation de base de l'école coranique ;
- sensibiliser les promoteurs (Intégration, Activités Génératrices de Revenus) ;
- mettre en contact l'école coranique avec une école formelle d'accueil ;
- valider un plan de travail consensuel ;
- établir un Protocole d'accord quadripartite (entre l'école coranique, l'école formelle d'accueil, les parents d'élève et la commission nationale d'accompagnement des SIE) ;
- faire le suivi de la mise en œuvre du protocole.

Communication 4 : « L'expérience sénégalaise de lutte contre la mendicité des enfants » par **Mamadou N'DIAYE**, Plateforme pour la protection et la promotion des droits humains du Sénégal



• **M. N'DIAYE** a partagé sa riche expérience dans l'amélioration des conditions de vie des talibés. La plateforme à laquelle il appartient a organisé plusieurs activités dans ce sens.

Selon lui les partenaires ont assez financé les actions dans le domaine des foyers coraniques mais le problème reste entier. Il n'y a pas de données fiables sur l'ensemble du territoire sénégalais. Beaucoup d'enfants talibés viennent des pays voisins au Sénégal d'où la nécessité d'apporter une réponse sous régionale au phénomène.

Communication 5 : « Partage d'expérience sur la gouvernance des foyers coranique », par **Mahamoudou ELHADJI AMADOU**, Observatoire des partenaires de l'école nigérienne (OPEN)



Selon un rapport de l'UNICEF sur le Niger, 53,2% des enfants de 7 à 16 ans ne sont pas dans un système éducatif formel (2 626 576 enfants) ; 1/3 de ces enfants sont dans les écoles coraniques.

Les constats faits par **Mahamoudou ELHADJI AMADOU** sont les suivants :

- absence de données actualisées et fiables. Les estimations de 2003 donnent en viron 50 000 écoles coraniques avec 340 000 enfants.
- opposition constante des écoles coraniques traditionnelles et l'école moderne
- caractère privé et confessionnel induit une précarité, le recours aux solutions de survie (mobilité, petits métiers, mendicité), une inadaptation à l'évolution du temps
- faible contrôle du pouvoir public (absence de réglementation et de certification)
- ancrage institutionnel bipolaire (Ministère de l'intérieur et Ministère de l'éducation) Pour apporter des solutions plusieurs initiatives privées sont entre prises. L'achat

de parcelles pour les écoles coraniques, la construction de classes et la dotation en matériels didactiques en sont des exemples.

Les initiatives étatiques concernent l'adoption d'une loi sur la liberté de culte, la rénovation des écoles coraniques, la conduite d'une étude sur les écoles co-

raniques restructurées.

Selon **M. ELHADJI AMADOU**, il faut nécessairement poursuivre le plaidoyer pour l'intégration des foyers coraniques et agir dans un ensemble vaste prenant en compte l'aspect sous régional.

Les discussions, à l'issue de ce second panel ont mis en évidence les préoccupations importantes communes à tous les pays de la sous-région concernant la lutte contre la mendicité, la collecte des données, les perceptions divergentes et l'absence de statut juridique des foyers coraniques. En conséquence, la nécessité d'appréhender le phénomène de façon globale et envisager les solutions de manière coordonnée à un niveau sous-régional a été soulignée avec insistance par plusieurs participants.

III. Résultats des travaux

Le 1er forum sous régional sur l'intégration des foyers coraniques a tenu toutes ses promesses. Il a offert le cadre de discussion pour une meilleure prise en compte des enfants talibés. Il a permis des partages d'expériences entre plusieurs pays qui partagent les mêmes réalités sur le phénomène mais qui ont des politiques et approches différentes.

Recommandations

De ce forum, il est ressorti les grandes recommandations suivantes :

1. harmoniser les compréhensions sur ce qu'implique « inclusion des foyers coraniques » ;
2. disposer de statistiques actualisées et fiables sur le nombre d'écoles coraniques et le nombre d'enfants concernés ;
3. définir un statut juridique clair des foyers coraniques, leur donnant un ancrage institutionnel précis. Il a été souhaité que le ministère en charge de l'éducation de base puisse s'arroger cette prérogative ;
4. renforcer la protection des enfants talibés et la garantie de leurs droits élémentaires ;
5. définir des passerelles permettant leur intégration dans le système classique de l'éducation et/ou la formation professionnelle ;
6. définir des curricula adaptés et incorporés aux référentiels nationaux ;
7. mieux coordonner les interventions des ONG et des associations pour éviter les contradictions ;
8. susciter la création d'une faïtière des maîtres coraniques, principaux acteurs de la modernisation des foyers coraniques ;
9. créer un cadre permanent de dialogue entre les acteurs des foyers coraniques, l'Etat, les ONG et les PTF ;
10. financer les efforts de modernisation des écoles coraniques qui s'avère être une impérieuse nécessité ;
11. créer une plateforme sous-régionale pour une collaboration et un réseautage entre les acteurs.

Synthèse et clôture du Forum

L'atelier a été clôturé par **Madame Nadine KONE**, Directrice Pays de Diakonia qui, après avoir remercié tous les participant(e)s, a déclaré être satisfaite de l'esprit de clairvoyance qui a prévalu durant les discussions du Forum. Elle a réitéré la disponibilité de Diakonia à soutenir et accompagner les actions qui concourent à une meilleure gouvernance des foyers coraniques. Du reste, elle a invité tous les acteurs présents à travailler en synergie et redoubler d'ardeur afin de conduire à bon port l'œuvre ainsi entamée. Avant de souhaiter un bon retour à chacun, elle a pro-

cedé à la remise d'attestations de reconnaissance à :

- M. Le Ministre de l'éducation nationale et de la promotion des langues nationales
- M. Le Directeur de la recherche et de l'innovation du MENAPLN
- M. Le Président du présidium de la FAIB
- M. DEME du Mali
- M. KOUYATE de la Côte-d'Ivoire
- M. N'DIAYE du Sénégal
- M. Mahamoudou ELHADJI AMADOU du Niger.



Remise d'attestation de remerciement au Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales.



Remise d'attestation de remerciement à la Direction générale de la Recherche en Education et de l'Innovation pédagogique (MENAPNL)



Remise d'attestation de remerciement au président du Présidium de la Fédération des Associations Islamiques du Burkina (FAIB)



Remise d'attestation de remerciement à M. Mohamed DEME (Représentant le Mali)



Remise d'attestation de remerciement à M. Idrissa KOUYATE, inspecteur général de l'éducation nationale au ministère ivoirien de l'éducation nationale



Remise d'attestation de remerciement à Mamadou N'DIAYE, de la Plateforme pour la protection et la promotion des droits humains du Sénégal



*Remise d'attestation de remerciement à Mahamoudou ELHADJI AMADOU,
de l'Observatoire des partenaires de l'école nigérienne (OPEN)*

Retour en images du 1^{er} forum sous régional sur l'inclusion des foyers coraniques











RETROUVEZ LE FILM DU « 1ER FORUM SOUS REGIONAL SUR L'INCLUSION DES FOYERS CORANIQUES » A TRAVERS CE LIEN :

Lien : 1 <https://www.youtube.com/watch?v=Xy3OFUtgIFg>



RETROUVEZ LE FILM « A QUAND LA MODERNISATION DES FOYERS CORANIQUES AU BURKINA FASO » A TRAVERS CE LIEN :

Lien : 2 <https://www.youtube.com/watch?v=qgjNtYPkQJY>



Diakonia

🌐 : www.diakonia.se

📍 : 01 BP 3191 OUGA 01

Patte d'Oie, Rue des Tensoba

☎ : 00226 25 38 01 31 / 25 38 01 32

LES PARTENAIRES :

